

11/04/08
cf

N° 56 /CA du Répertoire

N° 2002-25/CA du Greffe

Arrêt du 08 juillet 2004

Affaire : DAHOUETO Innocent

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

C/

Directeur Départemental de l'Environnement,
de l'Habitat et de l'Urbanisme de l'Atlantique
et Monsieur BOYA Eugène

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 25 février 2002, enregistrée au greffe de la cour le 04 mars 2002 sous le n° 0258/GCS, par laquelle le sieur DAHOUETO Innocent a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le refus du Directeur Départemental de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme de l'Atlantique de modifier le délai à lui accordé pour exécuter la décision de faire déplacer le 30 mai 2002 au plus tard son unité d'élevage de volailles ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller – rapporteur Grégoire ALAYE en son rapport ;

Où l'Avocat Général René Louis KEKE en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que dans sa lettre en date du 06 novembre 2002, enregistrée au greffe de la cour le 08 novembre 2002 sous



2

numéro 1044/GCS, le requérant écrit en substance à la cour ce qui suit :

« ... En ma qualité de demandeur, je me désiste résolument du recours contentieux faisant l'objet du recours encore sus-référencié et dont j'ai pourtant pris soin d'introduire contre la Direction Départementale de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme dite "DDEHU" et Monsieur Eugène BOYA. »

Qu'en conséquence, il y a lieu de donner acte au requérant de son désistement volontaire ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte a Monsieur DAHOUE TO Innocent de son désistement volontaire d'action.

Article 2 : Le présent arrêt sera notifié au requérant, au Directeur Départemental de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme de l'Atlantique, à Monsieur BOYA Eugène et au Procureur général près la Cour suprême.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, président de la chambre administrative

PRESIDENT ;

Joséphine OKRY-LAWIN

}

ET

{

Victor ADOSSOU

}

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit juillet deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Irène O. AÏTCHEDJI,

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président- Rapporteur

Le Greffier,





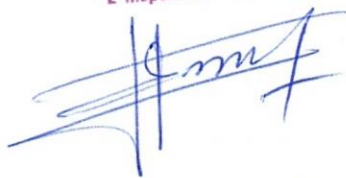
DE = 2000^f

Enregistré à Cotonou le 24/06/05

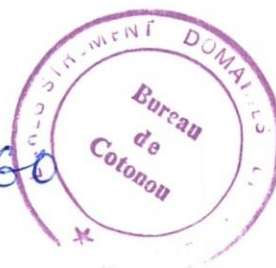
Fo 53 Case 2877-2

Reçu Deux mille francs

L'inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L. AGO



11-11-11



11-11-11

